

Agriculture / Consommation en milieu urbain

Assurer la disponibilité des aliments



De la banane en provenance du Cameroun



Une plantation de manioc en zone périurbaine.

Photo : Jean MADOUUMA

Photo : Jean MADOUUMA

JM
Libreville/ Gabon

APRÈS la commune d'Owendo, avec les femmes de l'association "Jamais Sans Nous", les responsables du projet "La sécurité alimentaire renforcée en milieu urbain en Afrique centrale grâce à une disponibilité de la nourriture produite localement", entendent sensibiliser les communautés urbaines d'Akanda et de Ntoum, en particulier les associations ou des coopératives à la culture

biologique. L'objectif de ce projet est de contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones urbaines et périurbaines ; générer des revenus pour les producteurs et créer des opportunités d'emplois. Selon le coordinateur de cette initiative, Vincent Edzang, le projet a été mis en place, en 2015, pour une période de trois ans dans six pays de la sous-région (Cameroun, Congo, Guinée-Equatoriale, Sao Tomé et Príncipe, Tchad et Gabon). Chez nous, deux zones ont été retenues comme



Photo : Jean MADOUUMA

Le jardinage pour une production d'aliments sains.

points focaux : Motobo et Kougouleu. « Nous avons trois axes stratégiques. Le renforcement du cadre institutionnel par la maîtrise et

la connaissance des facteurs qui entravent l'atteinte des besoins alimentaires des centres urbains, l'augmentation de la production et de la

productivité par l'assurance de la disponibilité constante des produits alimentaires de qualité et la gestion post-récolte et la post-production pour développer le système du transport, le conditionnement, le stockage, la transformation et la commercialisation. » Ainsi, ce projet contribue à atteindre deux objectifs de la FAO : l'objectif stratégique 2 qui est d'« accroître et d'améliorer la fourniture des biens et services de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche d'une manière durable » ; et l'objectif stratégique 4 qui vise à « faciliter des systèmes

agricoles et alimentaires plus inclusifs et efficaces aux niveaux local, national et international. » En plus, il va contribuer également à la deuxième initiative régionale de la FAO pour l'Afrique portant sur « l'intensification durable de la production et la commercialisation à travers une gestion intégrée des paysages agricoles. » L'impact visé par ce projet est de créer un environnement urbain où les conditions de vie des populations seront améliorées, leur sécurité alimentaire et nutritionnelle renforcée, et leur environnement assaini.

Investissement/Afrique

La BAD et le Japon pour réduire la pauvreté

FA.
Libreville/Gabon

SELON l'agence Ecofin, la Banque africaine de développement (BAD) et le gouvernement japonais, lors de la 6e édition de la Conférence internationale de Tokyo pour le développement de l'Afrique (TICAD VI) qui s'est tenue à Nairobi (Kenya), ont conclu un accord d'un montant de 3 milliards dollars (1500 milliards

de nos francs). Ces fonds, dont le décaissement s'étalera sur une durée de trois ans, serviront à stimuler la croissance du secteur privé et à réduire la pauvreté en Afrique. Cet accord s'inscrit dans le cadre de la troisième phase de l'Initiative renforcée d'assistance au secteur privé de l'Afrique (EPSA), un programme qui lie les deux parties. Le Japon contribuera ainsi à hauteur de 1,5 milliard de dollars (750 milliards de francs) sur les trois pro-



Photo : WN

Le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, lors de son discours de circonstance.

chaines années par le biais de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Il est également disposé à fournir une aide supplémentaire pouvant atteindre 300 millions de dollars pour cofinancer avec la BAD des projets en matière de combustion propre de charbon. L'institution financière panafricaine, pour sa part, apportera un financement de la même valeur que celle du Japon. « La BAD et le Japon sont convenus aujourd'hui

d'accélérer l'initiative conjointe EPSA, qui est au cœur de notre partenariat de longue date, pour aider à stimuler une croissance induite par le secteur privé en Afrique », a déclaré Taku Otsuka, le secrétaire d'Etat japonais aux Finances. De son côté, le président de la BAD, Akinwumi Adesina, confie qu'il s'agit d'« une expansion significative de notre soutien au secteur privé qui jouera un rôle capital dans la transformation économique de l'Afrique ».

Bien-être/Classement annuel mondial des villes

Les 5 villes les plus invivables au monde

FA.
Libreville/Gabon

DANS son classement annuel mondial, publié le 18 août, le magazine économique britannique The Economist a dressé la liste des 10 villes les moins vivables dans le monde. Parmi celles-ci figurent 5 villes africaines.

Il s'agit de Tripoli (Libye), Lagos (Nigeria), Alger (Algérie), Harare (Zimbabwe) et Douala (Cameroun) dans l'ordre respectif. Pour réaliser cette enquête qui porte sur 140 villes, le magazine britannique prend en compte cinq principaux critères qui sont la « stabilité », la « santé », la « culture et l'environnement », «



Photo : D.R.

Une vue de la ville de Douala au Cameroun.

l'éducation » et les « infrastructures », et sur lesquels il se base pour leur attribuer une note sur 100. La bizarrerie dans ce classement vient de la capitale algérienne, qui a hérité de la 134e place mondiale et qui serait, selon The Economist, la 3e ville la moins vivable en Afrique derrière Tripoli et Lagos.